

Le PTB pourrait perdre 200 000 euros

■ Les règles du financement public des partis posent la question de l'existence des partis "nationaux".

Des querelles d'experts à la Chambre des représentants pourraient jouer un très mauvais tour au PTB. En effet, mardi après-midi, en commission des dépenses électorales de la Chambre, les députés ont examiné les demandes formulées par le parti marxiste mais aussi par le Parti populaire (PP) et par le FDF, qui souhaitent obtenir une dotation complémentaire dans le cadre du financement des partis politiques. Ces trois partis ont présenté des listes en Flandre aux dernières élections fédérales et souhaitent recevoir plus d'argent public en raison des voix récoltées au nord du pays.

Mais voilà, ce raisonnement n'est pas accepté par tous. En particulier par la N-VA et l'Open VLD: ils défendent l'une des thèses en présence qui postule que les formations politiques n'ont pas vocation à se présenter dans l'ensemble du pays, mais seulement dans leur communauté linguistique d'origine.

Le PVDA dans le viseur

Toutefois, dans l'état actuel des débats en commission, c'est une autre thèse qui semble avoir la cote. En effet, d'autres experts-juristes estiment au contraire qu'un même parti peut présenter des listes dans plusieurs communautés linguistiques et plusieurs Régions du royaume et que le financement public accordé aux formations doit tenir compte des voix supplémentaires ainsi obtenues. Pour peu que ces partis respectent un certain nombre de conditions telles que le fait de se présenter sous une même dénomination et un même sigle dans les différentes circonscriptions, de disposer du

même numéro électoral, etc.

Si cette thèse était finalement acceptée par les membres de la commission des dépenses électorales, la dotation complémentaire du FDF ne poserait apparemment aucun problème, nous explique-t-on. Mais le PTB, par contre, pourrait tout de même y laisser des plumes, malgré cette interprétation plus large du financement des partis. Tout le problème tient au fait qu'en Flandre, le PTB (Parti du travail de Belgique) se nomme PVDA (Partij van de Arbeid van België) et ne respecterait donc pas l'une des conditions.

Une question très politique

Du coup, le PTB ne pourrait pas obtenir les sommes espérées pour les suffrages exprimés en Flandre en sa faveur. Et les montants sont importants: les marxistes ont cartonné au nord comme au sud le 25 mai 2014 avec 251 000 voix au total rien que pour la Chambre. Autrement dit, si le PTB ne pouvait pas obtenir son financement public pour la partie flamande des élections, cela causerait un manque à gagner d'environ 200 000 euros pour les caisses du parti, confirme Raoul Hedebouw, le porte-parole du PTB.

De quoi parle-t-on exactement? Le PTB ne perdrait pas sa

dotation forfaitaire (125 000 euros) mais bien la partie variable du financement public. Ne pas voir ses voix en Flandre intégrées dans le calcul aurait aussi un impact direct sur le seuil maximal admissible de dépenses électorales lors de la dernière campagne. Avec des conséquences financières négatives également à la clef. Pourtant, pour Raoul Hedebouw, l'enjeu n'est pas financier mais bien politique: *"Toute la question est de savoir s'il y a encore de la place pour des partis nationaux."*

Une nouvelle réunion de la commission est prévue après Pâques pour trancher la question.

Frédéric Chardon

Le PTB ne perdrait pas sa dotation forfaitaire (125 000 euros) mais bien la partie variable du financement public des partis.